

Une enquête sur les origines : La psychiatrie et les chasseurs de « sectes »



M. Fenech - Avril 2008

Rapport « La justice face aux dérives sectaires »

« 1 : les adeptes qui n'ont pas encore conscience d'être des victimes »

« Pour cette catégorie de victimes en apparence consentante la question se pose de déterminer le degré d'intervention possible d'une protection judiciaire à la demande d'un tiers ou des familles »

« Préconisation 3 : Intégrer un module sur les dérives sectaires dans l'enseignement de la psychiatrie légale. »

*« Jésus Christ aurait pu simplement retourner à son travail de charpentier après l'application de traitements modernes de la psychiatrie. »
William Sargant psychiatre anglais 1974*

SOMMAIRE

Introduction : La psychiatrie et les chasseurs de « sectes ».....	page 3
1 : La psychiatrie politique.....	page 7
2 : Les chasseurs de sectes.....	page 15
3 : La psychiatrie répressive de normalisation.....	page 31
4 : Conclusion.....	page 42
Notice Bibliographique.....	page 45

INTRODUCTION

OPERATION MIND CONTROL

Un ouvrage est paru dernièrement aux Editions Albin Michel à Paris, intitulé « Enquête sur les Manipulations Mentales (Les méthodes de la CM et des Terroristes) », écrit par le journaliste américain Gordon THOMAS. Ce livre a reçu un accueil très favorable du public français et des spécialistes de la presse d'investigation en France et aux Etats-Unis.

Gordon THOMAS, connu pour ses enquêtes sur des scandales liés aux droits de l'homme ou aux crimes politiques et financiers, ne savait pas, lorsqu'il commença son investigation sur le milieu de la psychiatrie militaire et politique, qu'il serait confronté à ce qu'il a appelé lui-même « un sujet trop horrible pour être supporté ».

Il plonge le lecteur dans le monde terrifiant et inhumain de la psychiatrie et des services secrets, où toute considération pour l'individu est écrasée au profit d'une recherche frénétique en vue du contrôle mental des populations de ce globe.

L'auteur démontre comment la psychiatrie a littéralement mis en place au fil des années des éléments criminels au sein des gouvernements, possédant des techniques qui contribuent au maintien des pouvoirs en place et au contrôle des citoyens.

On y cite notamment les recherches et expériences réalisées par les services de renseignement américains - la CIA (Central Intelligence Agency) - sur des cobayes humains, dans le but de mettre au point un système de contrôle mental.

Les premiers projets et programmes - ultra-confidentiels - avaient pour noms de code Bluebird, Artichoke et MK-Ultra. Leur but était, comme le dit Gordon THOMAS, « d'investiguer comment il peut être possible de modifier le comportement d'un individu par des moyens «couverts» (on y faisait appel aux

drogues, à l'hypnose, aux chocs électriques sur le cerveau et à d'autres formes de manipulation mentale).

Ces programmes qui virent le jour au sein des services de renseignement de la marine américaine passèrent ensuite sous le contrôle de la CIA à la fin des années quarante. (1)

L'alliance entre la psychiatrie et la CIA débuta alors que la menace du « lavage de cerveau communiste » était présentée comme le danger le plus terrifiant que pouvait rencontrer la communauté du renseignement occidentale.

La plupart de ces programmes commencèrent durant la guerre de Corée et furent « justifiés » par les tentatives Coréennes d'endoctrinement des prisonniers de guerre américains au marxisme et par d'autres incidents similaires. Puisque les communistes le faisaient, la Centrale de Renseignement américaine se devait de ne pas prendre de retard, et si possible, de devancer les soviétiques dans ce domaine. La CIA était alors une organisation exempte de tout contrôle, qui disposait de fonds pratiquement illimités. Une centaine de psychiatres furent ainsi utilisés aux Etats-Unis et ailleurs.

La CIA avait dans les années soixante établi un réseau de sociétés « écrans » qui lui permettait de financer toutes sortes de projets. Des psychiatres furent recrutés pour mener des expériences sur des cobayes humains afin de mettre au point des techniques de contrôle des individus, dans le cadre d'objectifs propres aux services secrets.

Comment effacer la mémoire d'un agent secret une fois une opération terminée ; comment résister à des interrogatoires et à la torture ; comment faire plier la volonté de quelqu'un ou comment le rendre fou en quelques minutes par l'injection de drogues spéciales pénétrant par les pores de la peau ; tels étaient quelques-uns des objectifs de l'agence américaine. La plupart des techniques revenaient à utiliser une combinaison de drogues hyper puissantes, d'hypnose et d'électrochocs, ce qui permettait à ces psychiatres d'atteindre parfois leurs buts, mais au détriment de la vie des personnes sur lesquelles ces expériences étaient tentées. (2)

Deux des objectifs les plus spectaculaires atteints par ces psychiatres furent la fabrication de tueurs psychopathes qui se suicidaient après avoir commis leur crime, et les vastes manipulations de foule sur les campus américains dans les armées soixante-dix ayant pour but la dépolitisation des étudiants par l'emploi de certaines drogues dont le LSD. Plusieurs ouvrages ont traité du sujet, et leur publication à la fin des années soixante-dix devait susciter des enquêtes parlementaires très poussées. Ceci a contribué pour une grande part à la reprise en main de la CIA par l'Etat en forçant celle-ci à obtenir l'approbation de membres représentatifs du Congrès avant de se lancer dans des opérations d'envergure. (3)

Dans son exposé, Gordon THOMAS met en cause des psychiatres bien spécifiques, comme par exemple le Dr Ewen CAMERON, qui au sein de l'Université Mac Guill à Montréal détruisit des centaines d'individus par injections répétées de produits comme le LSD, l'administration d'électrochocs sur ces mêmes « patients » et la pratique de lobotomies pendant que, dans leurs moments de repos, les « sujets » étaient forcés à écouter leurs propres confessions sur bandes magnétiques à l'aide de casques attachés autour de la tête.

La conception qu'avait CAMERON de l'esprit humain était plus que simpliste, mais très significative. Le mental était pour lui une sorte de bande magnétique qui pouvait être effacée puis re-programmée à volonté. Il suffisait d'en effacer quelques grandes parties à coups d'électrochocs et par d'autres techniques du même genre pour ensuite, sous hypnose, reconstruire la personnalité d'un sujet. CAMERON appelait lui-même ces techniques « depatterning » et « reprogramming ». (4)

Les expériences du Docteur CAMERON décrites dans ce livre sont insoutenables et comparables aux atrocités nazies commises par les docteurs fous qui opéraient dans les camps de concentration. Beaucoup de « patients » sont morts à la suite de ces expériences et d'autres furent handicapés à vie. Récemment, à l'issue d'un très long procès qui s'est déroulé au Canada, la CIA a dû verser plusieurs millions de dommages-et-intérêts à certaines des victimes ayant survécu à cette boucherie. (5)

Mais le plus remarquable, c'est que CAMERON était loin d'être un petit psychiatre obscur. A cette époque, il était probablement le spécialiste le plus célèbre

en Occident, et il occupa même des fonctions éminentes telles que la présidence de l'Association Mondiale de Psychiatrie.

Parmi la centaine de psychiatres américains recrutés par la CIA, certains ont acquis par la suite des positions importantes au sein de la communauté scientifique américaine. Quelques-uns d'entre eux se sont spécialisés dans un militantisme idéologique particulier, passant sous silence leurs activités liées au renseignement. Ce sont ces psychiatres, et plus particulièrement leurs liens avec les services secrets américains, ce qu'ils ont suscité depuis les 15 dernières années et leur idéologie, que nous allons examiner dans cette étude.

CHAPITRE 1

LA PSYCHIATRIE POLITIQUE

A. LOUIS JOLYON WEST

Le Dr Louis Jolyon WEST est l'actuel Directeur de l'Institut Neuropsychiatrique de l'Université de Los Angeles. Il est littéralement une caricature du psychiatre comportementaliste.

Les compétences scientifiques du Docteur WEST sont parfois ridiculisées et on raconte que dans les années 60, il tua « TUSKO », un éléphant du zoo d'Oklahoma, en lui administrant une dose de LSD 1.400 fois supérieure à la quantité de LSD nécessaire pour faire « partir » un homme dans un « trip » complet. Mais WEST, malheureusement, ne fut pas redoutable que pour les animaux. (6)

Ses activités au sein de la CIA sont aussi décrites par Gordon THOMAS. Il a réalisé des centaines d'expériences sur le LSD précisément dans le cadre des programmes Bluebird et Artichoke dans les années 60. En tant que directeur du Département Psychiatrique de l'Université d'Oklahoma dans les années 50 et 60, Jolly WEST dirigea un grand nombre de recherches sur le LSD dans les campus universitaires et donc sur des cobayes humains. (7)

Ce psychiatre avait participé à d'autres recherches sur le contrôle mental antérieurement. En 1953, la CIA avait même envisagé la création d'un laboratoire spécial pour mener des expériences sur l'hypnose, et WEST avait été pressenti pour en être le responsable. (8)

Toujours dans la même veine, il n'est pas inintéressant, pour qui connaît l'histoire et la relation entre les recherches sur le mind control de la CIA et les assassinats perpétrés contre le clan KENNEDY, de retrouver en 1964, le Docteur WEST comme l'un des experts clés utilisé pour « examiner » Jack RUBY. (9)

En 1967, période la plus « psychédélique » aux Etats-Unis, où le LSD se répandait rapidement, WEST loua un appartement dans le quartier chaud de San Francisco, pour étudier le phénomène « hippy ». (10)

Au début des années 70, il devint le responsable du Département psychiatrique de l'Université de Los Angeles, et dans ce cadre, proposa au Gouverneur de Californie le projet de création d'un centre de recherche sur la violence, appelé « Centre de Prévention de la Violence ». Coût de l'entreprise : plusieurs millions de dollars. But : étudier et isoler les causes de la violence pour aboutir à des traitements éventuels de celle-ci chez l'individu. (11)

Mais le financement de ce centre ne fut finalement pas accepté par l'administration américaine, grâce aux interventions et mouvements de protestation d'un certain nombre de professionnels, d'organisations en faveur des droits de l'homme et d'autres groupes minoritaires. WEST et le personnel dudit « centre sur la violence » furent notamment accusés de racisme. Les « sujets » proposés pour servir de « terrain d'expériences » étaient : les femmes, les Noirs, les Mexicains et les prisonniers de droit commun, et il était annoncé que les facteurs raciaux de certaines minorités ethniques (comme les Noirs et les Mexicains) seraient isolés pour être analysés. (12)

L'autre raison pour laquelle ce projet ne vit jamais le jour, malgré le vif intérêt de l'ancien sénateur de Californie Ronald REAGAN, réside dans d'autres aspects, pour le moins fascistes, des mesures préconisées par WEST. Proposant la stérilisation des noirs et des hispano-américains comme solution à la criminalité, WEST se proposait, ni plus ni moins, d'implanter des électrodes dans le crâne de toute personne présentant des tendances à la violence, afin que puisse être détectée sur un tableau de contrôle établi au Commissariat central de Police toute augmentation chez un individu de ses impulsions agressives. Il suffisait ensuite d'envoyer une équipe d'infirmiers psychiatriques pour administrer chez le « prédélinquant » les neuroleptiques nécessaires pour empêcher cette personne de nuire. (13)

Son goût des expériences ne s'est pas atténué. Récemment, un de ses chercheurs à l'Institut Neuro- Psychiatrique, le Docteur Ivaar LOVAAS, tentait des expériences au cours desquelles des enfants recevaient des doses de LSD 25.(14)

Et comme CAMERON au Canada, en dépit des nombreuses campagnes de presse dont WEST a fait l'objet aux Etats-Unis, qui dénonçaient ses activités au sein de la CIA, il occupe toujours l'une des chaires de psychiatrie les plus

importantes aux Etats-Unis.

Derrière la carrière et les travaux du Dr WEST , essentiellement dédiés à la recherche sur le contrôle mental, on entrevoit les relents d'une certaine idéologie sous-jacente. Sa conception du Monde et de l'Homme influence d'une façon marquante les activités que cet homme a entreprises au cours des vingt dernières années.

Le Docteur Louis Jolyon WEST est membre du Conseil Consultatif du Citizen Freedom Foundation et du Conseil Consultatif de l'American Family Foundation - deux associations sur lesquelles nous reviendrons longuement dans cette étude. (15)

Le Dr Jolly WEST collabore plus particulièrement avec trois autres « pys » américains, le Dr John CLARK, Margaret THALER-SINGER et Theodore PATRICK. Là encore, nous retrouvons les mêmes racines enfouies dans le terreau prolifique de la communauté du renseignement américain et de la psychiatrie militaire.

En outre, deux psychiatres ont, selon WEST lui-même, particulièrement influencé ses recherches. Il s'agit des Docteurs William SARGANT et Robert Jay LIFTON.

B. WILLIAM SARGANT

William SARGANT est le père du concept moderne de «lavage de cerveau» et dès 1951, il recommandait que les services de renseignement occidentaux se lancent dans de telles recherches. (16)

SARGANT lui-même s'est toujours défendu avec une belle vigueur d'avoir travaillé pour les services secrets. Mais, comme le raconte Gordon THOMAS, c'est un de ses grands admirateurs, l'ancien Directeur de la CIA, Allen DULLES, qui s'inspira des travaux de SARGANT pour lancer les programmes MK Ultra, Artichoke et Bluebird. (17)

SARGANT, qui avait visité les installations de CAMERON au Canada, rédigea la notice nécrologique de ce dernier pour le «British Medical Journal».

Cet hommage, écrit en connaissance de cause, pour un homme qui en mutila des centaines d'autres à des fins politiques, illustre bien la complicité couverte de ce type de «scientifique» :

« S'il ne montrait guère d'indulgence pour les imbéciles, il soutenait de toutes ses forces ceux qu'il sentait vouloir faire tout leur possible pour améliorer le traitement de la maladie mentale. Il refusa de partager l'engouement pour la psychanalyse qui déferla sur les écoles de médecine américaines après la Seconde Guerre Mondiale. CAMERON est mort comme il l'aurait souhaité, en pleine possession de ses moyens, imaginant encore ses prochains programmes de recherche. Ewen CAMERON, par son oeuvre exemplaire, a non seulement aidé maints psychiatres à devenir de meilleurs médecins, mais il a, directement et indirectement, soulagé des centaines et des centaines de patients, à la fois par sa pratique personnelle et par l'intermédiaire de ses élèves et de ses disciples ». (18)

C. ROBERT JAY LIFTON

Le psychiatre Robert LIF ION passe pour un grand spécialiste du contrôle mental aux Etats-Unis. Il fit des recherches dans ce domaine vers le milieu des années 50 à Hong Kong. Celles-ci furent financées par l'Asia Foundation, un des groupes de couverture de la CIA qui, selon un transfuge de cette organisation, Victor MARCHETTI, finançait des recherches, organisait des échanges d'étudiants et des conférences scientifiques grâce aux 8 millions de dollars annuels fournis par la Centrale américaine. LIFTON effectua lui aussi de nombreuses recherches sur les techniques de contrôle mental en liaison avec des prisonniers de guerre en Corée. (19)

Robert J. LIF ION travailla aussi comme chef de projet sur des expériences de contrôle mental pour la CIA avec le psycho-sociologue américain Edgard SCHEIN dans le milieu des années 50 au sein du Walter Reed Army Institute à Washington. (20)

Il est aussi connu aux Etats-Unis pour avoir écrit un livre sur les atrocités commises par les «médecins» nazis dans les camps de la mort. Il y décrit le phénomène de dédoublement que peut subir le chercheur et l'expérimentateur, passant sans transition du rôle de soignant à celui de tortionnaire.

Mais curieusement, il semble que LIFTON ait été lui même victime de ce phénomène.

De plus, certains passages de son livre sur les médecins nazis sont douteux et ambigus, et tentent de justifier certains programmes d'eugénisme mis en place par les nazis. (21)

D. MARGARET THALER-SINGER

Margaret THALER-SINGER est une psychologue qui commença sa carrière de 1942 à 1945 dans le Fitzsimons Army Hospital où elle étudia les symptômes psychologiques post-traumatiques causés par les combats. Sa carrière se poursuivit dans d'autres voies, mais le fil rouge en sera la recherche sur le « lavage de cerveau » pour l'armée américaine.

En 1945 elle devint consultante pour un autre hôpital de l'armée américaine dans le Wyoming où elle occupa un poste jusqu'en 1953. De 1953 à 1958, devenue maître de recherche dans un Institut de l'armée américaine à Washington (le Walter Reed Army Institute), elle effectua des travaux sur la fatigue et le stress au combat. Elle collabora également à des travaux similaires, menés à la même époque au sein de l'Académie Militaire Américaine, sur la Base de l'US Air Force de Wright-Patterson. En 1958, elle devint de nouveau consultante à la Base de l'Air Force de Travis Field. Elle mit apparemment fin à ces activités en 1973 pour collaborer avec Jolly WEST pendant un temps. Elle fut auteur avec lui de plusieurs articles, et occupa ensuite l'un des principaux postes d'enseignant de psychologie à l'Université de San Francisco. (22)

Il est difficile de savoir exactement la teneur des expériences effectuées par SINGER, du fait que la plupart des documents « Top Secret » des services américains ou de l'armée furent détruits. Mais nous avons pu savoir que Margaret SINGER travailla dans les domaines de la psychiatrie et la psychologie militaires aux côtés du fameux psycho-sociologue américain Edgar SCHEIN, vers le milieu des années 50, au Walter Reed Army Institute à Washington.

SCHEIN, comme nous l'avons vu plus haut, était un des psychologues recrutés par la CIA, chargé de recherches sur le contrôle mental. Il travailla notamment avec Robert J. uFroN comme chef de projet. (23)

SINGER collabora aussi avec un certain Docteur KETY dans les années soixante ainsi qu'avec le psychiatre danois Schul SINGER. KETY lui aussi collaborait avec la CIA et a même travaillé directement à cette époque avec le Docteur Harris ISBELL, un des spécialistes du projet MK Ultra, avec qui il testait des drogues nouvelles. SINGER fut également l'assistante de Robert LIFTON au Walter Reed Army Institute sur des projets liés au «Mind Control». (24)

Margaret SINGER est membre du Conseil Consultatif de la « Citizen Freedom Foundation » et du Conseil Consultatif de « l'American Freedom Foundation ». (25)

E. JOHN G. CLARK

Après des études à la Harvard Medical School, le docteur John CLARK fit pratiquement toute sa carrière dans le Massachusetts : d'abord à la Harvard Medical School, puis de 1955 à 1965 comme assistant au Mac LEAN Institute, où officiait le Docteur KETY du projet Mk Ultra que nous venons d'évoquer. Ensuite, il poursuivit sa carrière au Massachusetts General Hospital, à Boston, où il enseigne toujours, après un passage de trois ans au Erich LINDEMANN Mental Health Center de Boston dont nous reparlerons. (26)

Au Mac LEAN Institute, John CLARK travailla pour un ancien psychiatre des services de renseignement américains, le Docteur Alfred STANTON, un spécialiste de la psychopolitique et de la psychiatrie appliquée à l'action militaire(27)

De 1970 à 1973, John CLARK était l'un des assistants du Docteur Erich LINDEMANN avant de devenir membre du centre de recherche de ce dernier, le « Erich LINDEMANN Mental Health Center » à Boston. Lors de la Commission d'Enquête Sénatoriale de 1977 sur les activités de la CIA liées au contrôle mental, il fut révélé que LINDEMANN était l'un des psychiatres recrutés par la CIA pour les travaux effectués dans le cadre du programme Artichoke sur les drogues. (28)

Le Docteur John CLARK a également collaboré avec le Docteur PIECZENIK sur le sujet du contrôle mental. Le New York Times publiait en 1983

que le Docteur PIECZENIK était l'un des principaux psychiatres traitant le personnel de la CIA dans leurs Quartiers Généraux de Langley, en Virginie. (29)

Certaines informations révèlent qu'il aurait travaillé en collaboration avec un autre-spécialiste du contrôle mental le Dr Steven HERSH, sur l'affaire du Guyana à Jonestown. (Selon une récente émission de télévision, l'affaire de Jonestown était en fait une opération de la CIA sur le contrôle des groupes dans le cadre de recherches socio-psychiatriques appliquées au domaine militaire. Le Sénateur

RYAN fut assassiné lors des événements du Guyana, ses propres enfants ont d'ailleurs déposé plainte contre la CIA, qu'ils estiment être responsable de ce crime). (30)

Le Docteur PIECZENIK est connu aussi comme spécialiste de la psychiatrie appliquée au domaine diplomatique. Il est à ce titre membre du «Council on Foreign Relations» (Centre de recherches de l'Administration Américaine sur la diplomatie). (31)

Le Docteur John CLARK est le vice-président du Citizen Freedom Foundation et le Directeur du Bureau Executif de l'American Family Foundation. (33)

TED PATRICK

On sait assez peu de choses sur le passé de Ted PATRICK. C'est un ancien psychologue de l'armée américaine ayant travaillé sur des programmes de recherches sur le contrôle mental après être passé par les Marines. Il examina de nombreux prisonniers américains de retour des camps nord-coréens pendant la guerre de Corée. (34)

Il semble qu'une fois dans le civil il ait travaillé pour divers partis politiques comme «public relations» dans le cadre des campagnes électorales. Il aurait à cette occasion travaillé pour Ronald REAGAN, alors Gouverneur de Californie. (35) Ted PATRICK est co-fondateur du «Citizen Freedom Foundation».

Les personnalités du Docteur WEST et de ses associés sont pour le moins marquées idéologiquement. En effet, n'importe quel américain ne pousse pas le patriotisme au point de travailler pour un service comme la CIA ; n'importe quel scientifique n'accepte pas forcément de mener des expériences sur des cobayes humains au risque d'handicaper à vie des centaines d'individus de manière irréversible ; et enfin n'importe quel médecin n'accepte pas d'entreprendre des recherches visant à un plus grand contrôle de l'homme par l'homme.

CHAPITRE 2

LES CHASSEURS DE SECTES

A. EN AMERIQUE

Le concept même d'un mouvement « anti-secte » international tel que nous le connaissons aujourd'hui naquit aux Etats-Unis en 1972, principalement sur l'impulsion de trois personnes. D'abord, Theodore PATRICK, ensuite, un ancien responsable des services de renseignement de la Marine américaine, William RAMBUR, et enfin, le vice président de la Mobil Oil à l'époque, John MOODY. (36)

En 1974, le premier groupe organisé de lutte contre les nouveaux mouvements religieux fut le « Citizen Freedom Foundation » (CFF - la Fondation des Citoyens pour la Liberté) fondé par Ted PATRICK, William RAMBUR et Henrietta CRAMPTON. Le CFF est le plus ancien des mouvements de ce type et tous ceux fondés par la suite, que ce soit aux Etats-Unis ou ailleurs, découlent de ce premier groupe. (37)

Presque aussitôt, les psychiatres comportementalistes John CLARK, Jolly WEST et Margaret SINGER se joignirent officiellement au CFF. Les écrits et travaux d'autres psychiatres tels que les Docteurs Robert LIFTON et William SARGANT furent aussi largement utilisés pour cautionner « scientifiquement » les démarches du CFF avant que leurs auteurs ne rejoignent le mouvement « anti-sectes » international. (38)

Une des actions immédiates de cette association de propagandistes professionnels et de ces psychiatres fut la création de ce que ceux-ci appelèrent le « Deprograming » .

Il s'agit d'une technique de psychiatrie comportementaliste consistant généralement en l'enlèvement d'un membre d'un groupe religieux, philosophique, ou autre, dans le but de lui faire abandonner ses croyances au moyen de techniques psychiatriques. Il est intéressant de noter la similitude des termes dans les expériences de CAMERON - « reprogramming » et « depatterning » - avec les techniques de PATRICK, WEST et autres. (39)

Les fondements même du « deprogramming » sont effectivement très similaires aux théories d'Ewen CAMERON et non moins simplistes. Le mental serait une sorte de bande magnétique sur lequel s'imprime un programme modelant le comportement d'un individu. Ce programme pourrait être effacé et la bande magnétique réimprimée afin de modifier le comportement et les valeurs d'une personne. Les nouveaux mouvements religieux imprimeraient dans la tête d'une personne un mauvais programme. Les « déprogrammeurs » sont là pour effacer cette « erreur de programmation » à l'aide d'un traitement, et le remplacer par un programme acceptable. (A 15 000 dollars la tentative, bien sûr). (40)

Ces pratiques, rendues célèbres par Ted PATRICK, ancien psychologue de l'US Army et mercenaire attitré du CFF, se répandirent comme une traînée de poudre d'abord aux Etats-Unis, puis en Europe. On ne compte plus les scandales liés au deprogramming. Ted PATRICK lui-même fut condamné plusieurs fois à des peines de prison ferme aux Etats-Unis. Il est déclaré « persona non grata » au Canada. Certaines personnes furent blessées, d'autres violées. Si tous les sujets ne sont pas blessés ou ne subissent pas forcément de réelle violence physique, le procédé est plus que détestable sur le plan humain. Evidemment, un concert de protestations de la part d'associations diverses pour la protection de la liberté individuelle mit un frein à l'expansion de ces pratiques sans pour autant les supprimer, loin s'en faut. (41)

Jusqu'en 1980, les associations « anti-sectes » américaines, défendirent bec et ongles ces pratiques aberrantes. Durant un procès de Ted PATRICK aux Etats-Unis pour enlèvement et séquestration, un des dirigeants du CFF écrivait une lettre circulaire à ses membres :

« Mon flair amateur de Public Relations me dit que c'est la première occasion de réussite que nous ayons après avoir laissé passer l'affaire de Jonestown (NDT. en référence à l'affaire du Guyana et du Temple du Peuple). Donc pas de gaffe cette fois. Soyons tous derrière C.E.P. (« Campagne Ecrire pour PATRICK ») et faites en un succès énorme. Faites en un « rappelez vous Pearl Harbor ». Faites que le sujet soit entièrement accepté par tous les membres du CFF et faites en sorte que vos amis, les médias, la police et les juges nous rejoignent. »

« LE POINT MAJEUR EST DE FAIRE EN SORTE QUE LE POT CONTINUE A BOUILLIR, ET POUR ÇA, NOUS DEVONS FOURNIR A LA PRESSE LES ACCROCHES QU'ELLE AIME. (...) MAIS FAITES ÇA AUJOURD'HUI... PAS DEMAIN ENSUITE ATTENDEZ UNE SEMAINE ET REFAITES LE DE NOUVEAU. » (42)

Il est difficile d'essayer de classer politiquement ces groupes ou ces psychiatres. CAMERON, auteur d'expérimentations de type nazi, était expert auprès du Tribunal de Nuremberg et proposait à la fin de la guerre que tout '7es jeunes allemands reçoivent des électrochocs afin de leur extirper le nazisme de la tête ». Mais quelques extraits de la littérature de ces groupes montrent qu'ils prônent une sorte de normalisation de la société par rapport à certaines valeurs bien conservatrices. A titre d'exemple, au cours d'une réunion en 1976, un comité ad hoc composé de plusieurs associations de ce type, se réunit afin de définir la stratégie pour l'année à venir. Lors de cette assemblée la déclaration suivante, très « middle class » américaine fut publiée :

Nous affirmons :

I. Notre amour pour notre jeunesse.

Notre loyauté envers notre gouvernement.

Notre soutien à nos familles.

Notre croyance en des fois qui ont été éprouvées par le temps.

Notre confiance en l'éducation américaine.

Notre confiance dans le fait que la Société peut et répondra aux besoins des hommes.

Nous protestons :

Contre les sectes (...) qui ont enlevé nos jeunes de leurs :

Gouvernement

Familles

Religions antérieures

Education

Société et de ses vraies valeurs.(43)

En 1979 fut créée une filiale du CFF appelée « l'American Family Foundation » (AFF - Fondation de la Famille Américaine) sous l'impulsion du psychologue américain Georges SWOPE et du psychiatre John CLARK. Dans les statuts de cette association, les buts apparaissent clairement : « ...La

Fondation supportera les recherches psychiatriques et médico-légales dans les zones de modification du comportement et fera connaître ces informations au public. »

L’AFF est une sorte de bras séculier du CFF plus spécialement chargé d’influencer les législateurs afin que des lois soient promulguées contre les nouveaux mouvements religieux. (44)

John CLARK, Jolly WEST et Margaret SINGER font bien sûr partie du Bureau ou du Conseil Consultatif de cette association. Ils ont créé chacun une série d’associations satellites et d’organismes visant principalement à « étudier », à obtenir des fonds pour ces études et à diffuser les théories selon lesquelles « 7es sectes seraient dangereuses pour la santé mentale des individus ». (45)

WEST créa même une « Clinique pour sectes » visant à soigner les adeptes ; SINGER un « groupe de thérapie » à l’Université de Berkeley ; CLARK, enfin, une « task force » et un « centre de réhabilitation » afin de lutter contre ce « problème ». Toute cette nébuleuse d’associations diverses est réunie sous le parapluie du « CFF - Information Services » au niveau national et son réseau d’associations locales. (46)

Chacun de ces psychologues ou psychiatres fut directement impliqué dans des tentatives ou expériences de deprogramming. Ils militent activement pour que des lois soient votées permettant à la justice d’isoler un adepte d’une secte et de lui faire administrer un « traitement approprié » .

Le gros travail de ce type d’associations est de permettre que les activités de deprogramming puissent être faites légalement. Le deprogramming a été tenté par toutes les organisations « anti-sectes » à l’échelon international. Le SOS en Hollande, l’Adfi en France, FAIR en Angleterre, PRO JUVENTUD en Espagne, ARIS en Italie, COMA au Canada et en Suisse, etc. (47)

Chaque fois, les dirigeants eurent tôt ou tard affaire avec la justice et furent inculpés voire condamnés par les tribunaux. Le deprogramming ne fut plus, alors, systématiquement proposé publiquement par les « chasseurs de sectes », certains estimant que ce genre de pratique risquait de les discréditer. Les

trop nombreuses tentatives de Ted PATRICK pour déprogrammer des membres d'organisations catholiques, d'extrême gauche ou des homosexuels, contribuèrent à ce changement de tactique. (48)

Le deprogramming n'a pas cessé pour autant, mais fut pratiqué de façon plus clandestine. Les déprogrammeurs se firent appeler alors : « cliniciens » , « conseillers de sortie » , « sauveteurs » et intitulèrent les techniques : « communication intensive de données » , « thérapie de confrontation » , etc... (49)

Doit-on penser que ces pratiques violentes faisaient partie d'une stratégie à long terme élaborée par WEST et ses amis ? Cette tactique est comparable à l'action militante en France de groupes comme « Légitime Défense » , qui par leurs actions d'éclat et leur prise de position extrémiste, ont eu une influence indéniable sur un certain durcissement de l'opinion et de la magistrature.

Autrement dit : 'puisque que le deprogramming est discutable, créons des lois qui permettent aux vrais professionnels de la santé mentale de prendre les choses en main » . Ceci ouvrirait la porte à une implication des Etats dans des affaires touchant intimement à la liberté de conscience et à une possibilité de médicalisation des individus ayant des idées hors de la « norme » . On imagine alors aisément tous les dangers et abus qu'un tel point de vue risque de provoquer.

Le choix des associations « anti-sectes » américaines, fut bel et bien de militer en faveur de nouvelles législations permettant aux professionnels de la Santé Mentale de « traiter » les membres de nouveaux mouvements religieux. Richard DELGADO (avocat conseil des associations CFF/AFF), CLARK et WEST tentèrent de faire adopter dans divers états américains, une telle proposition de loi, heureusement sans succès, suite à la levée de boucliers d'organisations de protection des libertés fondamentales. (50)

Cette proposition prévoit que « toute personne qui a fait l'objet de persuasion coercitive de la part d'une secte » puisse être mise sous une tutelle provisoire par décision d'un juge sur demande d'un parent, d'un ami, d'un conjoint, etc. Le tribunal examine d'abord les pièces qui lui sont présentées et juge s'il y a lieu de convoquer l'adepte du mouvement ou pas. Au cas où l'adepte ne se présente pas, le tribunal peut délivrer un mandat d'amener. Le

tribunal peut ensuite demander à ce que l'adepte soit examiné par un psychiatre et un psychologue diplômé ayant au moins trois ans d'expérience clinique dans un établissement de santé mentale. La loi n'interdit pas l'intervention de personnes étrangères à la profession médicale, à condition qu'eux-mêmes soient supervisés par un psychiatre diplômé. L'ordre de mise sous tutelle devra inclure un programme approuvé par le tribunal, permettant à l'adepte d'avoir des jugements indépendants et en pleine connaissance de cause, au terme de la période de tutelle provisoire. (51)

Le député français, Alain VIVIEN dans un rapport au gouvernement sur les « sectes » tenta d'adapter ce projet américain dans sa proposition numéro 6 visant à résoudre le « problème secte » en France. Ceci lui valut un tollé presque général des personnes sensibles à la protection des libertés et particulièrement de responsables religieux comme le Président de la Fédération Protestante de France. (52)

Lors des débats sur cette proposition aux Etats-Unis, on reprocha à Richard DELGADO, un article publié dans le « Arizona Law Review Journal » qui propose l'euthanasie comme solution à la pauvreté et la pollution dans certaines contrées. Dans le même texte, DELGADO se vantait du « soutien du Gouvernement Français en la personne de Monsieur Alain VIVIEN » sur sa « loi anti-sectes » ! (53)

Aucune de ces associations ne manqua jamais d'argent. Bien au contraire, leurs dirigeants s'inquiétèrent même de perdre leur statut d'association à but non lucratif tant certaines subventions étaient importantes. Il est intéressant de noter, que l'AFF est abondamment soutenue (en 1984, à hauteur de 1 250 000 francs) par le SCAIFE Family Charitable Trust. Cette fondation est connue comme subventionnant certaines opérations de la CIA. De nombreux ex-cadres de la CIA, comme Kermit ROOSEVELT ou Ray CLINE, sont employés par la famille SCAIFE. Scaife Charitable Trust et la famille SCAIFE sont impliqués dans une dizaine d'opérations de la CIA visant particulièrement au contrôle des médias et financent certaines interventions américaines en Iran. De façon plus large, la presse américaine a étiqueté la famille SCAIFE comme étant « le financier de la Nouvelle Droite américaine » et mentionne, entre autres, un don de 1 million de dollars à la campagne électorale de Richard NIXON en 1972. (54)

On voit mal pourquoi la CIA s'intéresserait à la création et au contrôle des associations « anti-sectes » mais ces connections sont quand même troublantes. La réponse se trouve peut être dans l'analyse détaillée des textes de WEST, CLARK et SINGER. En effet, une certaine constance se dégage visant à inclure parmi les « sectes » tous les mouvements de pensée qui proposent une alternative à la « middle class » américaine : les alternatives à la psychiatrie et surtout à la psychiatrie institutionnelle, les alternatives aux religions plus établies, mais aussi à l'extrême gauche américaine.

Nous reviendrons plus loin sur l'idéologie véhiculée par ces psychiatres. Il est au préalable nécessaire de comprendre comment ces associations américaines ont contribué à la création d'associations similaires en Europe et plus particulièrement en France.

B. EN EUROPE ET EN FRANCE

Si en 1974 furent jetées les bases d'un mouvement « anti-sectes » international, les avatars du Citizen Freedom Foundation - CFF, ne tardèrent pas à apparaître dans presque tous les pays d'Europe et au Canada, exactement à la même époque. Il semble qu'une certaine coordination internationale eut lieu puisqu'en Allemagne et au Danemark, HAACK et AAGARD fondèrent immédiatement leurs propres mouvements, suivis de près par les français, Guy et Claire CHAMPOLLION ; les anglais, sous la conduite de Daphne VANE ; les canadiens sous l'égide de Mac PHERSON. Tous opéraient sur les mêmes bases (utilisant un avocat et un homme politique pour faire passer leur message) et leurs thèses étaient identiques - directement issues des principes élaborés par CLARK, WEST et SINGER.

Le bulletin d'information de l'AFF, intitulé 'The Advisor : Journal of the American Family Foundation « , communique régulièrement des nouvelles des organisations « anti-sectes » étrangères, telles que FAIR (Family Action Information and Rescue) en Angleterre, Elterminiative en Allemagne, l'Adfi (Association pour la Défense de la Famille et de l'Individu) en France. L'Adfi y est même désignée comme étant une « Organisation de Ressources Outre Atlantique » . (55)

A l'instar des Etats-Unis où l'AFF était fondée par le psychiatre John CLARK, en France, l'Adfi était créée en 1974, à Rennes, par le Dr CHAMPOLLION et son ami le psychiatre André BADICHE. Le Dr BADICHE collaborait aux travaux du Pr PICHOT sur l'informatisation du diagnostic psychiatrique et était membre du « Groupe d'Etudes et de Recherches Appliquées en Psychiatrie » (GERAP) constitué par le Pr PICHOT. (56)

Or, les travaux du Pr PICHOT consistaient à élaborer un système de diagnostic par ordinateur. Parmi les critères retenus figuraient l'origine ethnique des patients, et l'attitude religieuse (degré de croyance ou d'athéisme de la personne) apparaissait comme un critère d'antécédent psychiatrique.

Le Pr PICHOT (longtemps Président de l'Association Mondiale de Psychiatrie) était cité en référence aux Etats-Unis pour ses travaux sur le contrôle mental au moyen d'armes psycho-chimiques (travaux sur le LSD en 1954). Son nom figure sur un document confidentiel de l'US Army - rendu public, et obtenu grâce à la loi américaine sur la Liberté d'Accès à l'Information (« Freedom of Information Act »).(57)

C'est donc dans ce contexte très « psychiatrique » que fut créée l'Adfi. Cette association comprend parmi les membres de cette profession ses instigateurs, créateurs, animateurs comme on l'a vu, mais aussi ses plus solides appuis.

Par exemple, le psychiatre Antoine LAZARUS, nommé Conseiller Médical de la Direction à l'Action Sanitaire (D.A.S.) du Ministère des Affaires Sociales, aussitôt après l'élection du nouveau gouvernement en 1981, et resté en place jusqu'en mars 1986, aurait profité de sa position pour faciliter l'octroi à l'Adfi de subventions de son Ministère. L'Adfi a vu ses subsides augmenter entre 1981 et 1982 d'environ 30 %. (58)

Le Dr LAZARUS connaît l'Adfi. Il a directement assisté à sa création aux côtés de son ami le Dr CHAMPOLLION, et comme lui et le psychiatre BADICHE, il est « préoccupé » par l'élan spiritualiste qui naît de l'émergence récente de mouvements philosophiques et religieux.

Les extraits suivants de sa thèse en médecine laissent comprendre pourquoi il peut soutenir une association comme l'Adfi :

Nous avons déjà fait remarquer que l'on voit aujourd'hui surgir l'irrationnel sous des formes diverses [...] Dans un bon nombre de pays, à très haut niveau technologique, par exemple les Etats-Unis, des sectes nombreuses apparaissent. (...)

Beaucoup offrent aussi des systèmes cosmogoniques pseudo-scientistes qui, historiquement ou scientifiquement, sont très régressifs. [...] Les demandeurs d'irrationnel ont même des adeptes chez des scientifiques habitués à une démarche professionnelle critique (le langage des sectes, notons-le au passage, peut être quasiment assimilé à une construction paranoïaque [...] et (59)

Les relations publiques internationales furent de 1974 à 1978 conduites par Claire CHAMPOLLION, la femme du fondateur de l'Adfi. Elle fit de nombreux voyages en Allemagne, aux Etats-Unis et dans d'autres pays d'Europe afin de coordonner les actions de l'Adfi avec le moule du mouvement international.

En 1978, l'Adfi engagea une secrétaire permanente, du nom d'Alexandra SCHMIDT. La personnalité de cette jeune américaine vaut que l'on s'y attarde un tant soit peu. A. SCHMIDT était étudiante en Sociologie en France, et spécialiste des « sectes en URSS » . Elle devint rapidement la coordinatrice internationale et la tête de pont des associations américaines en Europe dont nous avons parlées plus haut. (60)

Entre autres activités, Alexandra SCHMIDT tenta de mettre sur pied, en collaboration avec le Docteur LAZARUS, un centre de documentation qui serait devenu, s'il avait vu réellement le jour, un laboratoire expérimental entièrement financé par l'Etat et disposant d'un budget annuel de départ de 800 000 F. Ce projet, appelé « CEDOS » , faisait suite à une directive du Docteur CLARK donné en 1981, qui demandait la création « d'une étroite coopération internationale sous la forme d'une association qui pourrait être un lieu de recherches inter-spécialisé, et de traitement de données » . Cette directive de CLARK était jointe en annexe au projet de création du CEDOS. Le soudain départ d'Alexandra SCHMIDT de l'Adfi fit capoter ce projet. (61)

Son départ de l'Adfi en 1982 coïncida avec une distribution massive de tracts par un groupe politique qu'Alexandra SCHMIDT avait accusé publiquement d'être « une secte ». Ce parti donnait dans ce tract des précisions sur les connexions d'Alexandra SCHMIDT avec certains services américains et sur son affiliation avec un militaire de l'armée américaine qui fut posté exclusivement à des postes diplomatiques sur tous les terrains chauds d'Europe et du Moyen Orient.

Alexandra SCHMIDT ayant été inculpée dans une tentative de déprogrammation à la même époque, plus personne n'entendit parler d'elle depuis lors. Elle joignit une organisation appelé « l'Internationale de la Résistance » réunissant principalement des dissidents soviétiques et en devint la secrétaire. Selon certaines sources, cette organisation serait connectée à la CIA. (62)

Pendant cette période, une ex-adepte d'un groupe minoritaire, Marie Christine CORDON, travailla aussi à plein temps pour l'Adfi. Elle épousa plus tard le déprogrammeur canadien, Ian HAYWORTH, et émigra au Canada. Son passage à l'Adfi fut marqué par un incident sérieux ; un ex-adepte de fraîche date, se suicida dans les locaux de l'Adfi en se tirant une balle de revolver dans la tempe. Marie-Christine CORDON était chargée du suivi thérapeutique du jeune homme, qui malheureusement commit ce suicide lorsqu'il apprit que Marie-Christine allait se marier avec Ian HAYWORTH. Marie-Christine CORDON disparut à son tour. (63)

A cette même époque, se créait en France une autre association, le CCMM, Centre Contre les Manipulations Mentales, sur l'impulsion de l'écrivain Roger IKOR. Il est intéressant de lire l'excellent livre d'un vieux militant socialiste, professeur de français, Jean-Pierre WAGUET, paru aux « Editions Libres » sous le titre « C'est la faute à l'Arsène » qui analyse l'aspect réactionnaire des propos de Roger IKOR. L'écrivain réussit, en se servant des théories développées par CLARK et WEST, à regrouper autour de son nom, un certain nombre de personnalités plus ou moins bien informées et créa son propre groupe « anti-sectes » - un fidèle miroir de l'Adfi. (64)

En 1984, l'Adfi engagea une « psychologue » qui se spécialisa dans la déconversion. L'Adfi tenait même des statistiques précises de ses activités ; son salaire provenait de subventions ministérielles. Son travail consistait, entre

autres, à s'introduire dans les familles sous des noms d'emprunt, afin de procéder à la « déconversion des adeptes » . (65)

Cette « psychologue » quitta ses fonctions en 1987 et fut vite remplacée par un psychiatre de Villeneuve Le Roi, le Docteur Sophie BEAL qui fait des vacances à l'Adfi et s'occupe du suivi psychiatrique « des adeptes ou de leur famille » .

Coïncidence ou non, le Président de thèse de Sophie BEAL, le Docteur Daniel WIDLOCHER fit, à la fin des années soixante, des recherches sur le LSD 25, suivies d'applications sur des individus. Dans une thèse, publiée en 1957, (Le diethylomide de l'acide lysergique, étude de psychopathologie expérimentale), Daniel WIDLOCHER cite les recherches de la Josiah Macy JR Foundation (Groupe de la CIA qui finança J. WEST) et du docteur Harris ISBELL dont nous avons déjà parlé à propos des opérations sur le « Mind Control » .

En 1986, à Grenoble, Solange JEANDROZ mit sur pied une association appelée « Alouette » . Elle dit pratiquer un « deprogramming doux » , après avoir reçu, « une formation aux USA » . Elle réfute l'emploi du mot deprogramming « inventé par les sectes » (malheureusement, Ted PATRICK revendique lui même ce terme dans son livre paru en 1976: 'Let Our Children Go'). Elle n'hésita pas cependant à inviter le fameux déprogrammeur Martin FAIERS pour présider, récemment, l'une de ses conférences à Grenoble. FAIERS sortait tout juste d'une prison du Tessin, à la suite d'un récent scandale de deprogramming en Suisse où il fut arrêté et inculpé pour enlèvement et séquestration. Solange JEANDROZ avoua même au cours de cette conférence, qu'elle avait personnellement mit en rapport les parents du jeune « déprogrammé » avec Martin FAIERS. (66)

« L'Alouette » , au départ branche grenobloise de l'Adfi, a fait rupture avec son groupe d'origine ; Solange JEANDROZ, ira même jusqu'à accuser l'Adfi, devant un juge, de « non-assistance à personne en danger » , pour avoir omis de communiquer l'adresse de « l'Alouette » à des parents grenoblois. (67)

C. UN RESEAU INTERNATIONAL

Le CFF suscita de nombreux colloques internationaux réunissant les associations anti-sectes dans le monde, ainsi que des représentants des pouvoirs publics. Dans les années qui suivirent, une vague de tentatives de deprogramming se répandit dans le pays organisateur du colloque ; ce fut le cas en France.
HEVERLEE - 1977

Le premier colloque international fut tenu à Heverlee en Belgique en 1977. A cette époque, Ted PATRICK était emprisonné aux USA, et les déprogrammeurs américains tentaient d'introduire leurs techniques en Europe. Chacune des associations d'Europe était représentée à Heverlee, y compris l'Adfi France. Les psychiatres américains du CFF, Alexander BROOK, Georges WINSTON et Glen AVEN étaient invités d'honneur pour débattre de la légalisation du deprogramming. (68)

A la suite de ce colloque, la première expérience de deprogramming fut réalisée, en France, sur un jeune américain de 25 ans, Douglas BURTON. Cette expédition fut montée par le CFF, une émule de Ted PATRICK du nom de Cynthia SLAUGHTER, une famille américaine, les MANDELKORN, et une avocate internationale, Suzanne WOLFE, que l'on retrouvera bizarrement impliquée plus tard dans l'affaire du Carrefour du Développement. Suzanne WOLFE ouvrit, en effet, une ligne de crédit de 5 millions de francs à Yves CHALIER, au nom d'une mystérieuse société d'investissement localisée à Madagascar). Deux représentants de l'Adfi étaient présents. Suzanne WOLFE ne participait pas à cette opération, mais avait mis en relation les MANDELKORN et la famille de Douglas BURTON avec un vice- consul des Etats-Unis du nom de Roger DALY. Cette tentative se solda par un échec comme souvent dans ce genre d'affaires, mais Douglas BURTON ne porta pas plainte. (69)

PARIS - 1980

Le deuxième colloque international fut organisé à Paris en décembre 1980 par le groupe français, et réunissait des représentants de tous les pays, ainsi qu'en témoigne la liste des participants : CFF (USA), FAIR (Angleterre), COMA (Canada), AGPF (Allemagne), etc. Les maîtres d'oeuvre de cette réunion furent Claire CHAMPOLLION, chargée des relations internationales

à l'Adfi, ainsi que la coordinatrice et porte-parole de l'Adfi, Alexandra SCHMIDT, qui devint à ce moment là, comme nous l'avons vu, la coordinatrice internationale du mouvement « anti-sectes » . (70)

Des membres et des cadres de l'Adfi entreprirent deux tentatives de déprogrammation retentissantes par la suite. La première concernait un membre de la famille du président de cette association. Monsieur LIVORY tenta la déprogrammation de sa belle-soeur. La deuxième causa l'inculpation de la secrétaire de l'Adfi. L'affaire se termina par un non-lieu à la suite du retrait de plainte de la victime. Le déprogrammeur était Martin FAIERS. (71)

BONN - 1981

En novembre 1981, eut lieu à Bonn (RFA) une grande conférence psychiatrique internationale, à laquelle étaient représentés la plupart des groupes « anti-sectes ». Ce fut la Grande Synthèse et la plaque tournante qui décida des grandes orientations des années suivantes. Réalisée sous les auspices de l'Association Aktion für Geistige und Psychische Freiheit (AGPF, l'homologue allemand de l'Adfi), cette conférence avait plusieurs buts :

- *Démontrer que l'appartenance aux organisations en question les « sectes » déclenche des processus pathologiques ou les accentue ;*

- *Stimuler des études scientifiques en Europe, en particulier à partir de l'expérience des Etats-Unis, plus ancienne et plus importante.*

Parmi les participants et « speakers » principaux, on retrouvait les incontournables Jolyon WEST, John CLARK, le psychologue Marvin GALPER, le psychiatre allemand MULLER-KUPPERS et d'autres, ainsi qu'en témoigne le programme du Colloque.

La recherche que l'on voulait susciter devait avoir pour but, comme on l'a vu, de : *Démontrer que l'appartenance aux organisations en question déclenche des processus pathologiques ou les accentue.* (72)

ARLINGTON - 1982

En 1982, une conférence internationale eut lieu à Arlington aux Etats-Unis, à laquelle se rendit Claire CHAMPOLLION. Elle fit un compte rendu dans le magazine de l'Adfi, intitulé « Rencontre d'Arlington - USA » ; où l'on parle ouvertement de deprogramming. Le deprogramming était un des sujets principaux de cette conférence et Claire CHAMPOLLION de commenter :

« Notre respect de la Loi, il faut l'avouer, n'est souvent que la peur du gendarme. Les circonstances et les mentalités sont différentes aux Etats-Unis, où chacun est plus habitué à prendre avant tout ses responsabilités, quitte à en supporter les conséquences ». Plus loin : « à ce stade, on peut recommander une psychothérapie individuelle à ceux que cela intéresse ou qui en ont besoin, afin de déceler ce qui dans leur personnalité les a rendus vulnérables aux sectes » . Ou d'autres perles : « Pour résumer leur travail de groupe avec les ex-adeptes, les GOLDBERG (psychologues américains) notent que les personnes qui ont subi une déprogrammation ont moins de mal à intégrer leur expérience de secte que ceux qui ont quitté la secte par eux-mêmes » . (73)

WINGSPREAD - 1985

En 1985, l'AFF et le Dr WEST organisèrent une réunion clandestine au Wingspread Conference Center, près de Racine, dans l'Etat du Wisconsin aux Etats-Unis. WEST, pour donner du prestige à cette conférence et tenter de lui conférer une crédibilité quelconque, présenta officiellement celle-ci comme étant sous le patronage de l'Université de Californie à Los Angeles. Cependant, vérification faite auprès de l'UCLA (University of California-Los Angeles), ceci apparut faux, et le Vice-Président de l'Université indiqua dans un courrier que :

« ... Ni l'aide apportée par l'Institut Neuropsychiatrique dans l'organisation de la conférence, ni la participation du Dr Jolyon WEST au programme ne constituent un quelconque engagement ou une quelconque approbation de la part de l'Université de Californie. Le Dr WEST est [...] libre d'exprimer ses opinions [...] et ce n'est pas la position officielle de l'Université qu'il exprime par là-même. » (74)

La nouvelle de la conférence - qui devait se tenir secrètement - fut ébruitée, et on vit se déclencher des mouvements de protestation au niveau national de la part d'organisations religieuses et de défense des droits de l'homme, notamment de la part du National Council of Churches (le Conseil National des Eglises - l'équivalent de la Fédération Protestante de France aux Etats-Unis). (75)

BARCELONE - 1987

La dernière conférence internationale en date est celle de 1987 en Espagne à Barcelone. 23 pays y étaient représentés. Bien-sûr, les docteurs WEST, John CLARK et Margaret SINGER étaient là. Le compte rendu de l'Adfi, nous apprenons que les « anciens adeptes sont tous très reconnaissants au Centre de Récupération, d'Orientation et d'Assistance aux Sectaires. C'est une coopérative qui a pour but le traitement des troubles physiques et psychiques dûs aux sectes, la recherche scientifique sur le phénomène, les études psycho-sociales de la problématique sectaire (..) L'équipe comprend un médecin, un assistant social, un psychologue. Tous trois ont fait un stage de formation aux USA » . Les conclusions de ce congrès, dans le sens de la médicalisation du phénomène, vont très loin :

1/ Nécessité de l'étude du mécanisme législatif qui permettra aux parents qui ont un enfant dans une secte de l'en faire sortir pendant une période déterminée pour le faire examiner et éventuellement soigner.

2/ Impliquer l'Administration pour qu'elle considère que les divers dysfonctionnements psychologiques que présente un individu qui se trouve dans une secte font partie du domaine de la santé mentale et que par conséquent son traitement devrait être assimilé dans la nomenclature de la santé publique aux traitements des effets de la dépendance (alcool, drogue).

3/ Continuer les études sur les techniques de persuasion coercitive et les pressions psychologiques employées par ces groupes et y intéresser des psychologues et des psychiatres.

4/ Création de « cellules médico-sociales » qui peuvent venir en aide aux sortants de sectes. (76)

A la suite de ce congrès, pas moins de 16 tentatives de deprogramming eurent lieu, en Espagne, dans l'année qui suivit ; 2 en Italie (réalisée par Ted PATRICK lui-même - chose rare en Europe - et qui lui valut une inculpation pour enlèvement) ; 3 en Suisse ; 1 en Allemagne... pour ne parler que de celles ayant provoqué des poursuites judiciaires !

Les psychiatres et les psychologues sont assez subtils dans leur approche. Mais, pour le militant moyen, le niveau général de ce genre de conférence ne vole pas très haut. C'est peut-être dans l'aspect « primaire » de ce type d'organisations, que réside le plus grand danger.

Récemment, au cours de l'un de ces congrès, une permanente de l'Adfi, brandissait une « analyse graphologique » de son propre crû, qui, pour elle, apportait la preuve irréfutable du « lavage de cerveau dans les sectes » ; pour tel leader anglais, « les sectes sont les représentants de Satan » ; pour tel autre dirigeant allemand, cela frise le délire : « Les Krishna s'entraînent avec des armes à feu sous l'ancien signe des SS » ; pour lui « il est possible de déprogrammer une personne et la rendre saine, mais il suffit d'un coup de téléphone pendant lequel un mot de passe lui est donné pour que le membre de la secte s'enfuit et se suicide » . Pour cet autre : « ce sont les sectes qui se trouvent derrière le terrorisme international... » . (77)

CHAPITRE 3

LA PSYCHIATRIE REPRESSIVE DE NORMALISATION

A. L'IDEOLOGIE DES PSYCHIATRES

Ces groupes en Europe, et l'Adfi en particulier, traduisent et distribuent très largement ce qui sera une de leurs références principales : les travaux américains des psychiatres John CLARK, Margaret THALER-SINGER et Louis Jolyon WEST.

Lorsque l'on se souvient des propositions de WEST relatées dans le livre de Gordon THOMAS, ces discours font froid dans le dos. Durant la conférence de Barcelone en 1987, WEST déclara :

« En tant que médecin, je me sens attelé à une guerre contre une maladie. L'augmentation du taux de personnes prises par les sectes depuis vingt ans permet de classer cette maladie comme une épidémie sur laquelle on devrait orienter le travail de la Santé Publique ». (78)

Le docteur WEST a aussi une vision assez radicale sur la solution au « problème sectes ». Dans un autre texte, il parle encore d'une épidémie et déclare :

« Nous avons affaire à un modèle médical. Dans la Santé Publique nous parlons de trois types de prévention : primaire, secondaire et tertiaire. (...) De toute évidence, le plus grand des facteurs perpétuant cette épidémie est le protectionnisme de la liberté : la liberté de religion, la liberté de parole, la liberté de réunion, la protection des citoyens contre l'ingérence du Gouvernement. »

Je préfère me demander dans le, cadre d'un modèle médical, comment on distingue des cellules malignes de cellules saines dans un corps humain dans l'objectif d'un traitement. Une bonne approche quand vous soignez un cancer est de trouver une arme chimique qui tue les cellules malignes et sauvegarde les cellules saines. Quel serait l'effet d'un traitement ou d'une technique qui, appliquée par la Société à une organisation qui s'appelle une religion, n'aurait aucun effet sur une religion de bonne foi, mais serait mortelle pour les fausses.

« Il a fallu 5 ans pour trouver un remède à la maladie du légionnaire. (...) Pensez à l'investissement en train d'être fait sur le SIDA qui affecte seulement un petit groupe de gens... (...) Je pense que la Société devrait investir dans ce genre de recherches (pour trouver un remède contre les 'sectes') ». (79)

Margaret SINGER, de même que WEST ou CLARK, dirige une clinique où elle soigne des ex-membres de nouveaux mouvements religieux. Elle avoue néanmoins que « 75% des jeunes (qu'elle traite) sont sortis de leur mouvement grâce au deprogramming ou à une mesure de tutelle prise par un tribunal ». (80)

L'Adfi a largement disséminé les travaux de CLARK notamment les études « Sectes destructives : explication et responsabilité » et « La Manipulation de la Folie ».

Dans le bulletin d'information de l'Adfi, daté du 1er juillet 1978, on apprend par exemple que :

« (...) par le biais des UDAF (Union Départementale des Associations Familiales), Monsieur GRAVRAND (un des présidents de l'Adfi) compte faire parvenir à l'UNAF le rapport CLARK et par cette voie au Ministère de la Santé. La discussion s'engage sur les divers Rapports CLARK Monsieur GRAVRAND a actuellement une conférence faite à des psychiatres en Allemagne par le Dr CLARK Ce serait son dernier texte. Ce rapport date de février 1978. Il est à la traduction, outil de première importance qui sera à divulguer au maximum (...) ». (81)

En effet, Quelques extraits des textes du Docteur CLARK publiés par l'Adfi sont pour le moins révélateurs :

Lors d'une conférence donnée en 1983 par exemple, il proposa un plan visant à faire disparaître les nouvelles religions, en prétendant que celles-ci devaient « se traiter exactement comme on soigne des cellules cancéreuses - par la destruction - laissant uniquement en vie les religions vraies et saines ». (82)

Dans un autre texte, distribué par l'Adfi, le docteur CLARK déclare à propos des membres des nouveaux mouvements religieux :

(..) On voit se produire les symptômes qu'on a appelé secondaires de la schizophrénie ou d'autres formes de maladie mentale. (...) J'estime qu'il y a environ 58% des membres des sectes qui font partie de ce premier groupe, c'est-à-dire des personnalités schizoïdes.

(...) Il faut dire tout d'abord que s'il y a une schizophrénie évidente et classique chez la plupart des convertis, leur état mental ne réagit pas aux médicaments anti-psychotiques ou à toutes les autres formes de traitement normaux dans ces cas-là. Ce n'est pas par ces méthodes que le psychologue peut rétablir un processus de pensée normale (sic) et ceci d'autant plus que d'après les lois qui sont actuellement en vigueur, on ne peut garder suffisamment longtemps un contrôle physique pour appliquer des thérapies de confrontation. C'est-à-dire une thérapie qui pourrait avoir un certain succès pour rétablir la personnalité d'origine, par exemple comme cela a été fait avec les anciens prisonniers de guerre de la guerre de Corée. Les médicaments anti-psychotiques sont toujours actifs pour les crises aiguës, mais ils n'ont aucune influence sur les changements mentaux de ces personnes.

« La méthode que l'on a appelé le deprogramming obtient généralement, si elle est bien faite, un succès relativement rapide, mais actuellement et pour des raisons juridiques, il est impossible de recommander cette thérapie ». (83)

C'est principalement dans une autre étude publiée par l'Adfi (qui constitue la base des théories des mouvements « anti-sectes » internationaux) que CLARK va le plus loin :

« Le modèle sociologique (...) ne tenait pas compte des changements intervenant dans le système nerveux central ni du diagnostic de la personnalité. »

« Un certain nombre de sujets ont fait une psychose aiguë, soit au cours de leur conversion soit au cours d'un « deprogramming » (psychose transitoire, traitée avec succès par les médicaments usuels et une brève hospitalisation). »

« Les moments de grande exaltation et expériences mystiques suggéraient, avec leurs hallucinations, une épilepsie du lobe temporal, tandis que des

modifications dramatiques du poids, de l'appétit, de l'énergie et des fonctions sexuelles allaient dans le sens du mécanisme régulateur central situé dans le cerveau moyen. »

Pour CLARK, les gens dans les sectes « mangent des détritiques », ou on leur demande « de se livrer à une action insolite comme de dévaliser une banque ou de se livrer à un acte sexuel en public ». (84)

Pour les collègues qui ne penseraient pas comme lui et ne parviendraient pas aux mêmes conclusions, CLARK a une réponse toute faite :

Les difficultés d'une observation exacte des aspects de la dissociation (note : maladie dont sont victimes les gens dans un nouveau mouvement religieux, selon CLARK) sont dues en partie à la tolérance intuitive, bienveillante, de ces discontinuités, au cours des relations humaines; mais aussi au manque d'entraînement à les déceler, qui est le lot de la plupart des professionnels ». Soit ils sont aveugles, soit ils n'y connaissent rien ! (85)

Les conclusions de CLARK sont inacceptables, et il est grave qu'un médecin se prête à ce genre de charlatanisme. CLARK va jusqu'à affirmer que les sectes émettent un bruit (cérébral - pris dans le sens psychiatrique du terme) qui 'peut provoquer des modifications permanentes dans les fonctions du cerveau, de la même manière qu'une fatigue excessive de n'importe quel organe peut causer une lésion ». Plus loin, CLARK affirme sans rire, que les sectes provoquent des lésions cérébrales ! Voilà l'adepte non seulement conditionné, non seulement rendu fou, mais handicapé à vie à cause de l'enseignement des sectes. Pour quelqu'un utilisant les électrochocs comme moyens thérapeutiques, la théorie ne manque pas de sel. (86)

Les études de CLARK réalisées au début des années soixante-dix étant la source de la propagande à l'encontre des nouveaux mouvements religieux, on peut prévoir à quels extrêmes ce genre de théories peut conduire !

Le psychiatre André BADICHE, qui travailla avec le docteur CHAMPOLLION à l'élaboration de l'Adfi, se trouve bien dans la même ligne de pensée. Il raconte ici son traitement d'une jeune fille membre d'un nouveau mouvement religieux :

« Heureusement, le contact chaleureux établi avec elle par l'équipe soignante et les neuroleptiques (sic) ont permis, en deux mois, de retrouver une jeune fille libérée ; elle a renoué avec sa famille sans redevenir dépendante d'elle et envisage de nouveau un engagement professionnel dans son métier redevenu attirant. Elle réalise seulement, au bout de trois mois de traitement, (resic) qu'elle a été victime d'une illusion bien orchestrée par cette association qui avait exercé sur elle un conditionnement psychologique particulièrement efficace et pathogène ». (87)

Quant au docteur Sophie BEAL, nouvellement chargée du « suivi thérapeutique » à l'Adfi, elle résume par une formule lapidaire toute la question des nouveaux mouvements religieux :

« Un membre d'une secte n'est pas une personne authentique ».

Sophie BEAL se garde bien de préciser ce qu'elle entend par personne « authentique ».

Max BOUDERLIQUE, le représentant du Ccmm à Lyon, se présente comme ayant reçu une « formation psychiatrique » incluant un stage « en hôpital psychiatrique, de plusieurs mois ». Comme tout membre du Ccmm qui se respecte, Max BOUDERLIQUE ne juge pas les croyances, mais tout de même, pour lui, les philosophies des nouveaux mouvement religieux ne sont que « des énormités » ou « ça ne tient pas la route ». Ce n'est pas la première fois qu'apparaît ce double langage dans les groupes « anti-sectes ». (88)

Pour finir, citons William Sarclant, « le père du lavage de cerveau », qui en 1953 déclarait :

« Les électrochocs peuvent maintenant soulager en quelques semaines les symptômes d'une sévère mélancolie religieuse et de dépression suicidaire qui prennent souvent des années à être éliminées sans ces traitements. (...) »

« La conscience peut être éliminée par des moyens chirurgicaux sans dommage pour la vie de tous les jours (...) ».

Si les traitements modernes avaient existé, LOYOLA et Saint-François d'ASSISE auraient poursuivi leur carrière militaire. Peut-être, plus tôt, Jésus Christ serait simplement retourné à son métier de charpentier... (...).

Bien que les hommes ne soient pas des chiens, ils devraient se rappeler combien ils ressemblent à des chiens au niveau de leur fonction cérébrale, et ne pas se prendre ainsi pour des demi-dieux. Ils sont doués de compréhension sociale et religieuse ainsi que du pouvoir de raisonner; mais toutes ses facultés sont partie intégrante de ses fonctions cérébrales physiologiques. » (89)

Il est sûr qu'à l'heure actuelle, si un des grands prophètes religieux de n'importe quel bord redescendait sur terre, il aurait toutes les chances de se retrouver interné. Nous touchons ici à l'aspect le plus sérieux du phénomène ; c'est ce que le sociologue Jean-François MAYER, décrit comme le processus de « médicalisation » et qui peut entraîner les plus graves dérives. Bien que ce genre de théories ne repose sur aucune étude sérieuse et soit largement contesté par la plupart des scientifiques oeuvrant dans ce domaine, on imagine ce que pourrait devenir notre univers social si elles étaient adoptées par les administrations.

Ceci est loin d'être irréel puisque, apparemment, l'Adfi aurait réussi à convaincre les Ministères des Affaires Sociales et de la Jeunesse et des Sports de leur attribuer des subventions. Au vu de l'idéologie véhiculée par ces groupes, on ne saurait trop conseiller à l'administration de se montrer plus circonspecte et plus neutre dans ce genre d'initiative. (90)

B UNE PROPAGANDE BIEN ORCHESTREE

L'Adfi se lance parfois dans une véritable action civique de nettoyage de la société comme nous pouvons le voir dans une correspondance adressée au Maire de Paris :

« En étroite collaboration avec les différents services officiels et en particulier avec la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale, nous avons été en mesure d'informer, de mettre en garde et de préparer une réinsertion pour un certain nombre de victimes ou d'ex-adeptes qui, par leur marginalisation, présentaient un grave danger de déstabilisation sociale au sein

de la communauté urbaine dont vous avez le souci constant. »

« En 1983, ainsi que vous pourrez le constater, notre action a permis à un nombre non négligeable (54) d'adeptes de se désengager grâce à l'action entreprise au cours d'entretiens prolongés assurés par nos soins avec l'assistance de psychologues compétents. » (91)

De la même manière, à l'occasion des élections municipales de 1988, certains témoins ont observé des permanents de l'Adfi se livrer à une véritable chasse aux sorcières et à un lobby pressant, pour dénoncer « les membrés des sectes infiltrés dans les listes électorales ».

Une association de parents favorables à un mouvement religieux s'était créée dans les années soixante dix. Une résolution de l'Adfi prévoyait de contacter ces parents ignorants « afin de les remettre dans le droit chemin ». (92)

Chez les « chasseurs de sectes », tout est blanc ou tout est noir. Dans leur littérature (qui représente plusieurs kilos de papier), il n'a pas été trouvé une seule fois une étude non manichéenne sur le sujet. Pas une seule fois, un nouveau mouvement religieux n'a été analysé en termes de valeurs relatives.

De plus, c'est un peu la maxime du « tous les moyens sont bons » : lorsqu'un groupe religieux engage un avocat pour se défendre, dans la littérature du Ccmm, ceci devient : « ceinture dorée vaut mieux que bonne renommée » ; lorsque une personnalité donne un témoignage différent de la littérature de l'Adfi, il s'agit d'un « témoin de complaisance » ; dans la bouche de WEST cela devient des « compagnons de lit ». On constate que les universitaires et les chercheurs : sociologues, psychologues et historiens qui ont tenté de décrire les religions minoritaires en s'écartant des préjugés habituels et des débats passionnels ont été qualifiés de complaisants ou de partisans parce qu'ils voulaient donner une description la plus objective possible de certaines minorités religieuses. Nous ne citerons pour exemple Jean-François MAYER et Régis DERICQUEBOURG le plus souvent de manière indirecte à travers des interventions sévères auprès de leurs éditeurs. Ne faut-il décrire ces religions qu'en termes d'anecdotes scabreuses ? A quand les autodafés ? (93)

Il est intéressant d'analyser le langage de l'Adfi ou de groupes comme le Ccmm : le vocabulaire de haine, les techniques de propagande, l'amalgame fait volontairement entre les différents mouvements religieux, l'utilisation des rumeurs et l'à peu près des informations diffusées... Mais ces méthodes nécessitent une étude plus exhaustive.

Il est plus pertinent de se pencher sur l'effet que l'Adfi ou des groupes similaires peuvent provoquer sur les parents de jeunes ayant rejoint un mouvement religieux. Les parents cherchant à être renseignés, prennent contact auprès de l'Adfi et consorts et comme on l'a vu, sont loin de trouver une information objective. Les recruteurs de l'Adfi bien rodés, savent comment affoler les parents. On imagine assez bien les réactions d'un parent apprenant qu'un de ses enfants « mange des détritrus » et qu'on lui demande « de cambrioler une banque et de se livrer à des actes sexuels en public ». (94)

A ce propos, nous avons constaté que bien souvent les familles n'ont en fait aucune objection, ou sont au moins neutres, lorsqu'un de leurs membres adhère à un nouveau mouvement religieux. Mais une véritable commotion peut se produire lorsqu'une famille, après avoir lu la presse ou après avoir été « informée » par l'Adfi, apprend que « son enfant est membre d'une secte dangereuse ». Autrement dit, est-ce que « le problème secte » n'est pas un tant soit peu créé ? Une famille avait même poursuivi un permanent de l'Adfi au civil sur cette base. Elle accusait l'Adfi de lui avoir fourni des informations qui avaient presque causé un éclatement de leur cellule familiale, pour s'apercevoir six mois plus tard que ces informations étaient fausses. Dans ce genre de cas, où est la « Défense de la Famille et de l'Individu » ? (95)

Les informations « impartiales » sur les nouveaux mouvements religieux diffusées par les « chasseurs de sectes », peuvent avoir des conséquences désastreuses. Le fondateur du Ccmm, Roger IKOR, n'appelait-il pas à « mettre les locaux des sectes à sac » ou à « foutre la merde dans ces antres de mort ». Il faut savoir qu'en France, pas moins de huit bombes ont éclaté dans les locaux de divers nouveaux mouvements religieux dans les cinq dernières années. (96)

Ce type d'association fait aussi grand cas de ce qu'ils appellent « les anciens adeptes ». Loin de penser que tous ces témoignages de la part d'anciens membres de groupements religieux sont rigoureusement faux, il faudrait les

replacer dans leur juste contexte.

Il suffit de lire les témoignages d'anciennes nonnes catholiques dans les publications de la « Libre Pensée » pour se rendre compte que ce type de témoignages doit être relativisé. Vous y trouverez des pages dans lesquelles ces « ex-converties » vous racontent comment elles « se sont sorties de l'Église Catholique grâce à leur psychanalyste » et comment elles ont pu réaliser, par la suite, qu'elles « avaient été victimes d'un véritable lavage de cerveau ». (97)

Dans un livre récent « Confession d'un chasseur de sectes », le sociologue Jean- François MAYER reproduit un extrait d'un exemple d'attestation que doit signer l'ex-adepte à l'issue de son deprogramming :

« j'avais été (asservi mentalement par ce groupe pendant ... mois et je serais encore asservi de la sorte s'il n'y avait eu les efforts de ma famille pour me secourir. Je suis heureux et reconnaissant d'avoir été libéré de cette étreinte. (...) »

« j'ai en outre été informé et je crois pleinement, que je suis sujet durant les prochaines semaines à la possibilité de désorientation psychologique (qui consiste en fantasmes intenses souvent qualifiés de floating), causée directement par les nombreux mois durant lesquels la secte avait asservi ma pensée. (...) ».

Cela montre bien (conclut MAYER) comment le déprogrammé est amené à accepter l'idéologie du deprogramming. Il ne s'agit pas seulement de présenter à quelqu'un des éléments de nature à remettre en question son engagement, mais de lui inculquer toute une grille d'interprétation de son expérience. C'est aussi le modèle classique de la personne « rééduquée » qui doit exprimer sa reconnaissance au « rééducateur ». Et je suis frappé de constater que le même formulaire stéréotypé est utilisé pour des groupes divers ». (98)

Ceci conduit aussi à se demander si la manipulation dont on parle tant, n'opère pas également dans l'autre sens. Si ces parents, dont la sincérité et le désarroi ne peuvent être mis en doute, ne sont pas habilement exploités pour servir une cause risquant d'amener une répression des idées à la façon froide et aseptisée de la psychiatrie. Il suffit de se rappeler les résolutions du dernier

congrès international en date.

1/ Nécessité de l'étude du mécanisme législatif qui permettra aux parents qui ont un enfant dans une secte de l'en faire sortir pendant une période déterminée pour le faire examiner et éventuellement soigner. (...)

3/ Impliquer l'Administration pour qu'elle considère que les divers dysfonctionnements psychologiques que présente un individu qui se trouve dans une secte font partie du domaine de la santé mentale et que par conséquent son traitement devrait être assimilé dans la nomenclature de la santé publique aux traitements des effets de la dépendance (alcool drogue). (...)

5/ Création de « cellules médico-sociales » qui peuvent venir en aide aux sortant de sectes.

C. UNE IDEOLOGIE CONTREVERSEE LE POINT DE VUE DES EXPERTS

Il est évident que les élucubrations de WEST et consorts n'ont pas laissé froides les associations américaines de défense des droits de l'homme, de défense de la liberté religieuse ou certains autres professionnels de la santé mentale et des problèmes de société.

Il faut d'abord savoir qu'au sein même de la psychiatrie, les psychiatres mentionnés dans cette étude sont loin de faire l'unanimité. John CLARK reçut un blâme du Conseil de l'Ordre des Médecins du Massachusetts (le Board of

Registration and Discipline of the Commonwealth) pour avoir fait interner un individu sans même l'avoir examiné, mais uniquement en raison de son appartenance religieuse. La victime, reconnue saine d'esprit par les médecins de l'hôpital, fut libérée. (99)

Margaret SINGER fit l'objet de critiques sérieuses de la part de ses pairs. En 1985, le professeur d'Université en Psychologie, SALIBA publia une grande critique des conclusions de SINGER et conclua : « Ses vues pèchent à la fois sur le plan théorique et méthodologique et nous pouvons conclure que l'image totalement négative qu'elle donne du phénomène des sectes est complè-

tement irréaliste et révèle un a priori psychanalytique contre la religion ». (1°
Un ordre de la Cour Supérieure de Californie qualifia les témoignages de SINGER comme étant : « des jugements de valeur déguisés sous la forme d'opinions d'experts ». Elle fut même l'objet de poursuites devant le Comité d'Éthique de l'American Psychological Association, menées par le professeur de Psychologie, Newton MALONY. (101)

Un autre psychologue de l'Université de Stanford, déclara : 'Malheureusement son travail souffre d'inaptitudes variées. Celles-ci incluent un manque de perspective historique ; une connaissance insuffisante de la théologie comparée, nécessaire au chercheur intéressé par les phénomènes religieux ; un refus de comprendre la variété des motivations religieuses ; une réticence certaine à considérer que l'adhésion à des religions non orthodoxes - ou même bizarres - est une forme de comportement garantie par la constitution ; et une propension remarquable à tirer des conclusions de preuves inadéquates. » (102)

Une autre association lutte contre les dangers de ces thèses. Il s'agit de l'Association Internationale pour la Défense de la Liberté Religieuse (AIDLR). Lors d'un Congrès sur les nouveaux mouvements religieux, à Parme en 1988, le Professeur Jacques ROBERT, juriste de renom, nommé en 1989, membre du Conseil Constitutionnel, concluait :

« Alors, bien entendu, lorsqu'on est surpris ou qu'on a peur, se produit le phénomène bien connu du bouc émissaire : on désigne la minorité d'où vient le mal. Ce fut à une certaine époque les chrétiens, à une autre, les Juifs, et dans certains états, actuellement, les émigrés. Pourquoi le bouc émissaire ne pourrait-il aussi être les sectes ? »

« Il y a également les préjugés. Les baptistes ont été accusés d'être une secte et les pentecôtistes ont été longtemps considérés comme une secte également. Pourtant, les uns et les autres font aujourd'hui partie de la Fédération Protestante de France, les derniers depuis 1972. »

« Les nouvelles religions provoquent un mouvement de rejet instinctif. Peur de l'inconnu, de la concurrence ? Et si elles avaient raison ? » (Ho)

CHAPITRE 4

CONCLUSION

Nous ne pouvons que nous inquiéter face au phénomène que nous constatons aujourd'hui vis-à-vis de l'existence des nouveaux mouvements religieux dans le monde.

L'action des groupes de pression prétendant lutter contre les sectes pourrait se résumer en cinq points principaux :

Des psychiatres et des psychologues politiques, au passé idéologique plus que douteux, ont fourni une caution « scientifique » et font preuve d'un ardent désir de médicaliser la simple adhésion à un nouveau mouvement religieux.

Ces même personnes ont créé des groupes utilisant une gamme variée de techniques de propagande afin de médiatiser le phénomène. Ceci au dépens de la sérénité nécessaire pour juger tout phénomène religieux quel qu'il soit.

En réveillant de vieux démons, comme le besoin de normalisation et la crainte des différences, et en jouant avec la peur et la haine, ces groupes créent une aversion similaire au racisme et causent de graves discriminations.

En radicalisant les positions et les actions menées contre les mouvements religieux et en introduisant des techniques dangereuses et illégales comme le « Deprograming », a été créé un « problème sectes » pour la société.

Les quatre facteurs ci-dessus ont provoqué un consensus apparent qui, utilisé habilement, a permis l'introduction de ces idées dans le domaine politique au risque de voir, dans un futur proche, apparaître des législations d'exception lésant gravement la liberté d'expression, de religion, de réunion et de pensée.

L'espoir repose d'une part sur les très nombreuses réactions des défenseurs des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans de nombreux pays et d'autre part, sur la création, depuis quelques temps, d'associations qui préconisent le dialogue, l'écoute, la compréhension et la communication pour répondre au désarroi des parents et qui établissent des ponts entre les familles

et les groupes concernés afin qu'une compréhension mutuelle puisse avoir lieu. Ceci facilite ainsi l'intégration dans la société de ces mouvements religieux dont la marginalisation a souvent été induite par les attaques dont ils faisaient l'objet.

Malgré tout ce que l'on peut penser des mouvements religieux minoritaires, nous devrions nous rappeler l'histoire d'un certain Jésus de Nazareth qui vivait un message différent de ce qui était pratiqué à l'époque. Il pourrait encore nous surprendre par ses déclarations :

Je ne suis pas venu apporter la paix, mais l'épée. Car je suis venu mettre la division entre l'homme et son père, entre la fille et sa mère, entre la belle-fille et sa belle-mère ; et l'homme aura pour ennemis les gens de sa maison. Celui qui aime son père ou sa mère plus que moi n'est pas digne de moi, et celui qui aime son fils ou sa fille plus que moi n'est pas digne de moi ; celui qui ne prend pas sa croix et ne me suit pas, n'est pas digne de moi. » (MATHIEU 10 : 34-37).

Pour conclure, nous avons choisi un texte écrit par l'ancien Grand Maître du Grand Orient de France, Jacques MITIERRAND, tiré de son ouvrage « La Politique des Francs-Maçons ». Les Francs-Maçons qui furent longtemps accusés d'être « une secte » et qui furent persécutés, déportés et assassinés par les nazis ont une certaine réalité subjective sur la question et Jacques MITIERRAND nous rappelle les précautions à prendre avant de juger :

« Pour connaître les Francs-Maçons français, apprécier leur état d'esprit, critiquer leurs faiblesses, souligner leurs vertus, il faut, pendant de longues années, vivre leur vie. Il faut travailler en loge, il faut discuter avec les frères dans un temple maçonnique et hors du temple ; il faut connaître leur mode de vie personnelle, leur existence familiale et civique ; il faut assister aux fêtes solennelles de leur loge, et participer aux interminables banquets maçonniques ; il faut évoquer avec les frères les problèmes qui les préoccupent. »

« Pourtant cela ne suffit pas encore ; il faut avoir connu, non pas une fois mais vingt fois, l'extraordinaire assemblée générale des loges d'une Obédience Française, qui se réunit tous les ans... la vie en commun, le travail dans les commissions d'études, les séances solennelles de l'assemblée et les conversations entre frères se retrouvant - tout cet ensemble, connu et vécu, permet de mesurer les hommes, l'action, et les idées de la Franc-Maçonnerie. »

« Toutefois, participer activement à la vie des francs-maçons ne suffit pas à donner une connaissance approfondie de leur institution. Il faut avoir occupé des postes de direction dans un ordre après avoir travaillé comme simple maître maçon. Alors - alors seulement, après avoir comparé la vie maçonnique à la vie profane, on peut essayer de porter un jugement sur les francs-maçons ».

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

1. « Enquête sur les manipulations mentales, les méthodes de la CIA et des terroristes » de Gordon Thomas, éditions Albin Michel, 1989.
2. « The search for the mandchourian candidate; the CIA and mind control: the secret history of the behavioral sciences » de John Marks, éditions Times Book, 1979.
3. « Operation mind control » de Walter Bowart, édition Grasset, 1979.
4. « Enquête sur les manipulations mentales », op.cit.
5. « Enquête sur les manipulations mentales », op.cit.
6. « The mind manipulators » d'Alan Schefflin et Edward Opton, édition Paddington Press LTD, 1980.
7. « Enquête sur les manipulations mentales », op.cit.
8. « The mind manipulators », op.cit.
9. « EIR », 6 Octobre 1989.
10. « EIR », 6 Octobre 1989.
11. « Enquête sur les manipulations mentales », op.cit.
12. « Individual rights and the federal rote in behavior modification » du « Staff of the sub-comittee on constitutional rights of the comittee on the judiciary », Sénat des Etats-Unis, Washinton, 1974.
13. « A statement against racism » du Committee Against Racism, Los Angeles, 1974. « Individual rights and the federal rote in behaviour modification », op.cit.
14. Archives, UCLA, Neuro Psychiatric Institute, 1984.
15. « American Family Foundation, research and education about destructive cultism », AFF, 1987. « Individual rights and the federal role in behaviour modification », op.cit. « Board of Directors », Citizen Freedom Foundation, 1985.
16. « Enquête sur les manipulations mentales », op.cit.
17. « Enquête sur les manipulations mentales », op.cit.
18. « Enquête sur les manipulations mentales », op.cit.
19. Thought reform of chinese intellectuals » de Robert Jay Lifton, 1957. « The CIA and the cuit of intelligence » de John Marks et Victor Marchetti, éditions Alfred A. Knopf, 1974.
20. Archives, « Neuro-Psychiatric Division, Walter Reed Army Institute, 1957.
21. 'The nazi doctors: medical killing and the psychology of genocide » de Robert Jay Lifton, éditions Basic Books, 1987.
22. « Curriculum Vitae », Margaret Thaler-Singer, 1977.
23. prisoner of war syndrome: apathy as a reaction to severe stress », de Strassman, Thaler et Schein, American Journal of Psychiatry, 1956.
24. « Curriculum Vitae », Margaret Thaler-Singer, op.cit. « New Republic » du 13 mai 1957.
25. « American Family Foundation, research and education about destructive cultism », op.cit. « Board of Directors », Citizen Freedom Foundation, 1985.
26. « Curriculum vitae », John Clark, 1977.
27. « Curriculum vitae », John Clark, op.cit.
28. « Curriculum vitae », John Clark, op.cit.

29. « New York Times du 23 décembre 1982.
30. « Oregonian » de Novembre 1979.
31. « American Psychiatrie Association », Directory, 1977.
32. « American Family Foundation, research and education about destructive cultism », op.cit. « Board of Directors », Citizen Freedom Foundation, op.cit.
34. « Plus », N° 2, 1978.
35. « L'Autre Monde » de Septembre 1978.
36. « Let our children go », de Ted Patrick et Tom Dulack, éditions Ballantine book, 1977. « New York Times », du 2 Septembre 1974.
37. « New York Times », du 2 Septembre 1974.
38. TIR », 6 Octobre 1989.
39. « Enquête sur les manipulations mentales », op.cit.
40. « Let our children go », op.cit.
41. Lettre du Ministère de l'Immigration du Canada, du 24 novembre 1978. « Riverside Press Enterprise » du 27 Septembre 1980.
« The Washington Times » du 14 aout 1985.
« Plus », N° 2, 1978.
42. Lettre, « Citizen Freedom Foundation - Information Service », John Sweeney du 10 mai 1980.
43. Lettre, de George W. Swope, 30 janvier 1976.
44. « Incorporation Papers », American Family Foundation, 1979.
45. « American Family Foundation, research and education about destructive cultism », op.cit.
46. Special Report, Task Force on Destructive Cultisms, 1984.
48. « Plus », N° 2, 1978. « The Anti-Cult Movement in America », de Shupe, Bromley et Oliver, éditions Garland Publishing, 1984.
50. Senate Bill 8421 - Assembly Bill 10555. 2 mars 1982.
51. Senate Bill 8421 - Assembly Bill 10555. 2 mars 1982.
52. Rapport, Les Sectes en France, d'Alain Vivien, Documentation Française, 1985.
Déclaration du Pasteur Maury, Ancien-Président de la Fédération Protestante de France, Cérémonie de la Commémoration de la Révocation de l'Edit de Nantes, 11 octobre 1985.
53. Arizona Law ReviewJournal, 1986.
54. « Newsworld », de Ted Agres et Johnatan Slevin. « American Family Foundation, Inc, Notes to the financial statements, December 31, 1984 ». « Lobster » d'avril 1986. « Pittsburg Post-Gazette » du 20 avril 1981. « C,ounter Spy » de décembre 1978.
55. « American Family Foundation, research and education about destructive cultism », op.cit.
56. « Société Médico-Psychologique », du 24 mai 1971.
57. Lettre de l'Office of the Assistant Se,cretaty of Défense », du 19 novembre 1955.
58. Lettre de la « Direction des Affaires Sanitaires et Sociales », du 10 mars 1981, subvention de fonctionnement sollicitée au titre de 1981 par l'Association pour la Défense de la Famille et de l'Individu ». Lettre de la « Direction des Affaires Sanitaires et Sociales », du 5 avril 1982, subvention de fonctionnement sollicitée au titre de 1982 par l'Association pour la Défense de la Famille et de l'Individu ».
59. Thèse de Doctorat en Médecine, Antoine Lazarus, soutenue à l'Hopital Necker des Enfants Malades, 1981.

60. « Curriculum Vitae », Alexandra Schmidt, annexe projet CEDOS, 1981.
61. « Projet de création d'un Centre d'Etude et de Documentation sur les Organisations Sectaires », 1981.
62. Bulletin, « Internationale de la Résistance », 1984.
63. « Ethique et Liberté », N° 25 et 26, 1985.
64. « C'est la Faute à l'Arsène » de Jean Pierre Waguët, éditions Les Lettres Libres, 1983.
65. Lettre de la « Direction des Affaires Sanitaires et Sociales », du 13 Juin 1984, subvention de fonctionnement sollicitée au titre de 1984 par l'Association pour la Défense de la Famille et de l'Individu ».
66. Témoignages, Attestations de deux témoins, archives Ethique et Liberté. « Figaro-Lyon », du 6 avril 1990.
67. Entretiens des auteurs, archives Ethique et Liberté.
68. « Spécial », du 1 juin 1977.
69. « Histoire Américaine », de Douglas Burton, 1985.
70. ADFI-Paris, Colloque International, décembre 1980.
71. « Aurore » du 17 mars 1982.
72. ADFI, « Conférence Internationale de Bonn - Novembre 1981 », novembre 1981.
73. « Bulles », UNADFI, N° 4.
74. Lettre, UCLA, 10 septembre 1985, Elwin V. Svenson.
75. *Mie Milwaukee Journal* », du 10 septembre 1985.
76. « Bulles », UNADFI, N° 17.
77. Notes, Colloque International, décembre 1980.
78. « Bulles », UNADFI, N° 17.
79. Transcript, Conference, 28 octobre 1983, Dr Jolly West, Citizen Freedom Foundation.
80. « Psychology Today », janvier 1979.
81. Bulletin d'Information, ADFI, 1 janvier 1978.
82. ADFI, « Conférence Internationale de Bonn - Novembre 1981 », novembre 1981.
83. ADFI, Etude du Docteur Clark, 1978.
84. La Manipulation de la Folie, John Clark, ADFI, 1978.
85. La Manipulation de la Folie, op.cit.
86. La Manipulation de la Folie, op. cit.
87. « Bulles », UNADFI, N° 16.
88. « Figaro-Lyon », du 6 avril 1990.
89. « The Times », du 22 août 1974.
90. Lettres du Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, du 16 avril 1990. Lettre de la « Direction des Affaires Sanitaires et Sociales », op.cit.
91. Lettre, ADFI Paris, mars 1984.
92. Rapport d'Activités, ADFI, 1976.
93. Bulletin de liaison du CCMM. 1985. « Confessions d'un chasseur de sectes », Jean François Mayer, édition du Cerf, 1990.
94. Rapport d'Activités, ADFI, 1981. La Manipulation de la Folie, John Clark, ADFI, 1978.
95. Cour Civile, Paris, Famille V. contre Mademoiselle C., 1987.
96. *Le Matin*, du 26 janvier 1981. *L'Unité*, du 5 février 1981.
97. « Du cloître à l'athéisme », de Marie Madeleine Hermet, éditions L'Union des Athées, 1975.

98. « Confessions d'un chasseur de sectes », op.cit.
99. « The Anti-Cuit Movement in America », op.cit.
100. « California Superior Court », Order N° 769-529.
101. « Brief to the Ethics Committee », American Psychological Association, Professional behaviour of Margaret Singer, de H. Newton Malony, Ph. D.
102. « Dr Margaret Singer, an evaluation of her work », de L.H. Gann, Senior Fellow, Hoover Institution, Stanford University.
103. « The Anti-Cuit Movement in America », op.cit.
104. « Conscience et Liberté », Association Internationale pour la Défense de la Liberté Religieuse, N° 37, 1989.
105. « The Anti-Cuit Movement in America », op.cit.
106. « The Anti-Cuit Movement in America », op.cit.
107. « The Anti-Cuit Movement in America », op.cit.
108. « Conscience et Liberté », op.cit.
109. « Conscience et Liberté », op.cit.
110. « Conscience et Liberté », op.cit.

Un ouvrage est paru dernièrement aux Editions Albin Michel à Paris, intitulé « Enquête sur les Manipulations Mentales (Les méthodes de la CM et des Terroristes) », écrit par le journaliste américain Gordon THOMAS. Ce livre a reçu un accueil très favorable du public français et des spécialistes de la presse d'investigation en France et aux Etats-Unis.

Gordon THOMAS, connu pour ses enquêtes sur des scandales liés aux droits de l'homme ou aux crimes politiques et financiers, ne savait pas, lorsqu'il commença son investigation sur le milieu de la psychiatrie militaire et politique, qu'il serait confronté à ce qu'il a appelé lui-même « un sujet trop horrible pour être supporté ».

Il plonge le lecteur dans le monde terrifiant et inhumain de la psychiatrie et des services secrets, où toute considération pour l'individu est écrasée au profit d'une recherche frénétique en vue du contrôle mental des populations de ce globe.

L'auteur démontre comment la psychiatrie a littéralement mis en place au fil des années des éléments criminels au sein des gouvernements, possédant des techniques qui contribuent au maintien des pouvoirs en place et au contrôle des citoyens.

On y cite notamment les recherches et expériences réalisées par les services de renseignement américains - la CIA (Central Intelligence Agency) - sur des cobayes humains, dans le but de mettre au point un système de contrôle mental.